



14 juin 2016

[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)

Envoyez un courrier au directeur exécutif de la Banque mondiale qui représente votre pays pour demander à la Banque mondiale d'arrêter de soutenir la privatisation de l'eau



L'ISP travaille avec différents alliés pour faire pression sur la **Banque mondiale** afin qu'elle cesse de promouvoir la **privatisation de l'eau** sous la forme de partenariats public-privé (PPP).

Le mois dernier, la représentante du Congrès américain Gwen Moore (démocrate du Wisconsin) a publié un [courrier](#) dans lequel elle condamnait vigoureusement les pratiques de la Banque mondiale dans le secteur de l'eau et demandait l'arrêt immédiat de tout financement et de toute promotion de la privatisation de l'eau, notamment des PPP. La lettre de Gwen Moore exerce une considérable pression sur la Banque, suite à l'importante couverture médiatique dont elle a bénéficié dans au moins 14 pays.

Nous devons continuer de maintenir la pression sur la Banque mondiale, en montrant qu'il existe un mouvement international derrière cette demande de cesser de financer et de promouvoir la privatisation de l'eau, sous quelque forme que ce soit.

Pouvez-vous envoyer un courrier au directeur exécutif de la Banque mondiale qui représente votre pays, pour demander à la Banque mondiale de mettre un terme au soutien de la privatisation de l'eau et de résoudre les problèmes exprimés dans la lettre de Moore de manière transparente et inclusive ?

L'Internationale des services publics dit « **non à la privatisation de la santé et de la sécurité au travail!** » L'ISP salue le rejet d'un projet de norme soumis par des organisations membres de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). « Depuis le début, l'ISP estime que la proposition de norme élaborée par l'ISO empiète sur le mandat de l'OIT, et devrait par conséquent être écartée. [Ce projet de norme aurait constitué un véritable acte de sous-traitance et de privatisation de facto d'une norme portant sur des questions devant être acceptées par les partenaires sociaux, et régies et appliquées par les gouvernements.](#) »

Afrique et Pays arabes

Ghana : « Les affiliés de l'ISP, le *Public Utility Workers Union* (Syndicat des travailleurs des services publics de distribution, PUWU) et le *Public Services Workers Union* (Syndicat des travailleurs des services publics, PSWU), ont [appelé le gouvernement à mettre un terme au processus de privatisation de la compagnie électrique nationale du Ghana : Electricity Company of Ghana \(ECG\)](#). Suivant les recommandations de l'ISP, les deux syndicats font converger leurs forces pour protester contre la concession. » Le Secrétaire général adjoint du PUWU, Michael Nyantakyi, déclare que les problèmes de l'ECG sont dus aux factures d'électricité que le gouvernement n'a pas payées, et non à une mauvaise gestion. [Il précise que le gouvernement envisage d'accorder 25 années de contrôle à une société étrangère.](#) « Certaines de ces entreprises sont basées au Niger, au Royaume-Uni, en France, au Liban, aux Philippines ou en Turquie, d'autres aux États-Unis, en Afrique du Sud, en Thaïlande, en Irlande, au Canada, aux Émirats arabes unis, en Israël ou en Inde. »

Ghana : Un [différend](#) a vu le jour entre, d'une part, le *Ghana Cocoa Board Workers Union* (Syndicat des travailleurs du chocolat, COCOBOD) et, d'autre part, l'*Industrial and Commercial Workers Union* (Syndicat des travailleurs commerciaux et industriels, ICU) et le *General Agricultural Workers Union* (Syndicat général des travailleurs agricoles, GAWU). COCOBOD a signalé que « l'ICU, dans le cadre de son processus de restructuration, **voulait privatiser Cocoa Marketing Company**, ce qui porterait préjudice à l'entreprise et aussi à l'économie. »

Afrique du Sud : Le Département de la santé de l'État-Libre **cherche à sortir de son « partenariat public-privé » avec Netcare, une entreprise de santé privée à but lucratif.** « Une étude commandée à KPMG en 2010 a soulevé [plusieurs interrogations](#), » indique [Marcus Molokomme, Président du Comité consultatif des services privés du Département]. Molokomme a dit dans le cadre de l'étude que « le contrat de Netcare avait apporté des complications imprévues, compte tenu des modes de facturation des patients du secteur privé qui avaient recours aux services de radiologie, au détriment financier du Département. Les praticiens donnaient la priorité aux patients du privé qui 'ne faisaient pas la queue', et dont le contrat avait créé un 'terreau fertile' pour le recours abusif à la politique de la province concernant le travail rémunéré en dehors du service public. » L'entreprise a répondu qu'elle « restait optimiste au sujet des services qu'elle dispense aux patients du secteur public en Afrique du Sud, [en dépit de l'hostilité dont fait preuve le Ministre de la Santé Aaron Motsoaledi à l'égard de l'examen sur le marché de la santé réalisé par la Commission de la concurrence.](#) »

Ouganda : Le gouvernement aurait [mis un terme à l'expansion de Bridge Academies, la chaîne de privatisation d'établissements scolaires financée par des Américains](#), pour des motifs concernant « **la légalité vis-à-vis de la loi sur l'enseignement de 2008, la qualité de l'infrastructure, les problèmes liés aux enseignants, la méthodologie et les programmes.** »

Asie Pacifique

Australie : En pleine campagne électorale nationale, le dirigeant travailliste Bill Shorten promet de mettre fin au gel des remboursements de Medicare et de **protéger Medicare contre la privatisation**, en disant que « les projets du Premier ministre Turnbull se limitent à [réduire la prise en charge par Medicare et à privatiser ce service](#). » Le journal *Australian Financial Review* déclare que « [le Parti travailliste pourra affirmer qu'il fait passer les soins de santé universels avant les réductions d'impôts des grandes entreprises](#). Il a également promis de s'opposer aux projets de privatisation des services administratifs de Medicare, ce que le gouvernement actuel planifie depuis près de trois ans. » Shorten et Turnbull ont tous les deux [fait la promesse de ne pas privatiser les services postaux d'Australia Post](#).

L'*Australian Financial Review* note par ailleurs qu'il « n'est pas habituel qu'un gouvernement se présente aux élections dans un tel contexte de conflit avec sa main-d'œuvre. En effet, **les fonctionnaires fédéraux sont mécontents, à l'heure actuelle**. (...) D'après la **Secrétaire nationale du syndicat du secteur public *Community and Public Sector Union*, Nadine Flood**, « [les services publics](#) ont souffert suite à la suppression de 18.000 emplois et à la réduction des financements. Le dernier budget confirme l'intention du gouvernement de supprimer entre 3000 et 4500 emplois supplémentaires au cours des années à venir et de chercher à faire adopter rapidement d'autres projets d'externalisation et de privatisation des services publics, dont Medicare. »

Nouvelle-Zélande : [Une forte augmentation des frais de personnel temporaire dans le secteur de la santé](#) soulève des inquiétudes au sujet de la sécurité. « **La Secrétaire nationale du syndicat de la fonction publique *Public Service Association*, Erin Polaczuk, s'est dite 'préoccupée'** par la considérable hausse des dépenses consacrées aux remplaçants, en particulier dans le secteur paramédical. Un recours excessif aux remplaçants pourrait avoir une « incidence majeure » sur les patients, selon elle. 'Il n'y a pas de continuité dans les soins et, dans certains domaines, cela peut provoquer une perte de confiance, ce qui est très grave dans des secteurs tels que la santé mentale. Il y a également plus de risques de ne pas déceler d'importants changements en ce qui concerne l'état d'un patient, ce qui peut entraîner des conséquences dramatiques.' »

Nouvelle-Zélande : [Les femmes fonctionnaires travaillent bénévolement](#) de mi-mai à juillet, compte tenu des disparités salariales entre hommes et femmes. « **Erin Polaczuk, la Secrétaire nationale du syndicat de la fonction publique *Public Service Association*** – le plus grand syndicat néozélandais, qui représente pratiquement 62.000 fonctionnaires du gouvernement central, des entreprises publiques, des conseils locaux, des conseils de santé et des associations locales – **a lancé un appel à l'action pour lutter contre les disparités salariales**. »

Inter-Amériques

Colombie : L'ISP s'est associée aux syndicats colombiens et aux organisations de la société civile qui militent pour l'eau et l'environnement, à Medellin, en Colombie, à l'occasion d'un forum local sur la « [défense des biens communs et publics](#) » le 12 mai.

Ce Forum a permis de discuter des nouvelles menaces de la privatisation, du pillage des biens communs naturels et culturels et des institutions publiques, résultant des politiques du gouvernement et de la signature de traités internationaux tels que l'Accord international sur le commerce des services (ACS), actuellement en cours de négociation en Colombie et dans 49 autres pays.

Le Forum s'est engagé à continuer de dénoncer et de faire connaître les effets de la privatisation, et d'encourager les accords entre entreprises publiques, les accords entre le public et les collectivités locales, la solidarité et le soutien entre les collectivités locales, et d'unir les forces à la fois au niveau national et international, pour contrer les effets des partenariats public-privé (PPP) préconisés par les institutions financières internationales et les multinationales.

Brésil : Les fédérations syndicales brésiliennes, notamment la FNU, affiliée à l'ISP, sont à l'origine d'une publication spéciale conjointe en vue de la Journée mondiale de l'eau : « [Contre la privatisation des services d'assainissement et les PPP](#). » Ce document de 30 pages analyse les résultats des processus de privatisation au Brésil et explique pourquoi les PPP ont provoqué la révolte de la population de l'État de l'Alagoas. Il comprend également des études de cas, telles que le succès de l'Uruguay contre la privatisation.

Brésil : Le nouveau gouvernement ne ménage pas ses efforts pour libéraliser les conditions de privatisation.

D'après Moreira Franco, récemment nommé Ministre des Partenariats d'investissement, [le modèle des PPP, mis sur pied par le gouvernement de la Présidente destituée Dilma Rousseff, « ne peut pas survivre tel qu'il existe actuellement.](#) » Franco est chargé des concessions, des partenariats public-privé et des questions de privatisation du pays. **Le Président par intérim, Michel Temer, a signé un projet de loi sur les partenariats public-privé.** « Dans le cadre du programme de partenariat et d'investissement du pays, ce projet de loi [encourage les partenariats public-privé pour les projets d'infrastructures, ainsi que d'autres mesures en faveur de la privatisation.](#) Par exemple, il attribue au gouvernement fédéral un financement pour des accords de concession conclus avec le gouvernement fédéral, les États et les autorités municipales. Selon Franco, il y aura davantage de détails dans les décrets destinés à réglementer la législation : ils définiront les politiques fédérales à long terme, désigneront les entreprises qualifiées pour le processus de mise en œuvre et détailleront les directives relatives à la structuration, à la soumission et à l'externalisation. »

Canada : Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP/CUPE) s'efforce actuellement de résister aux **tentatives de privatisation de la maison de retraite Cassellholme.** [Fred Hahn, Président du SCFP/CUPE en Ontario,](#) signale que la province dispose de « la capacité de soutenir le renouvellement des infrastructures sans sacrifier le niveau élevé de soins dispensés dans les établissements publics de soins de longue durée. 'Nous encourageons vivement le Ministre de la Santé à refuser le désengagement municipal de Cassellholme.' Susan Braedley, chercheuse à l'université Carleton, affirme que les établissements de soins de longue durée administrés par les municipalités offrent des soins de meilleure qualité que les établissements à but non lucratif, et de nettement meilleure qualité que dans les établissements à but lucratif. » Braedley, qui est intervenue lors du Forum local de North Bay le 7 juin, explique que « [lorsqu'une municipalité privatise un établissement de soins de longue durée, cela risque de coûter plus cher au système de santé,](#) et de générer davantage de coûts pour les contribuables, tout en réduisant les actifs appartenant au secteur public. »

Canada : L'organisation de santé *Oxford Health Coalition* organise [plusieurs référendums locaux](#) sur l'augmentation du financement des services publics de santé dans l'Ontario. Cathy Mott, résidente de la commune d'Ingersoll et membre de la coalition locale, précise que « **l'organisation est inquiète face à la privatisation accrue des services de santé et à la réduction des financements alloués aux hôpitaux.** 'Sur les dix provinces canadiennes, l'Ontario est la neuvième en termes de dépenses consacrées aux hôpitaux (par habitant).' (...) C'est pourquoi Cathy Mott est intervenue la semaine dernière auprès de trois conseils municipaux – Zorra, South-West Oxford et Woodstock – dans le but de solliciter leur soutien et d'obtenir un lieu pour installer les bureaux de vote. 'Nous sommes très reconnaissants à l'égard des municipalités qui nous donnent plus de légitimité en nous offrant leur soutien,' ajoute Mott. » Le vote prenait fin le 28 mai.

Canada : Des milliers de [manifestants ont protesté contre les responsables municipaux lors de la réunion de l'Union des municipalités du Québec,](#) pour « **mettre en garde le gouvernement contre le dépôt d'un projet de loi qui limiterait le droit des travailleurs de négocier librement** et donnerait aux élus la possibilité de décréter les conditions de travail de leurs employés. »

Mexique : L'organisation de défense de l'eau *Coordinadora Nacional Agua para Tod@s* qui, à travers sa campagne *Agua para la Vida* « se bat en faveur des alternatives à la privatisation des systèmes municipaux, » **a rédigé un projet de loi pour protéger les citoyens mexicains de la privatisation de l'eau** et du comportement prédateur qui l'accompagne. Ce projet de loi pour les citoyens « a été élaboré par le biais d'un processus national partant de la base. Il crée un lien entre les actions des populations locales qui luttent contre la privatisation et la contamination des ressources en eau, tout en aidant les peuples indigènes, et les mouvements populaires urbains en faveur de l'accès aux et du contrôle de l'eau au niveau local. Une forte protestation contre la privatisation de l'eau à Puebla, Guadalajara, Tuxtla Gutiérrez, Ramos Arizpe, Saltillo et Mexico sont à l'origine de cette mobilisation nationale. Le projet de loi des citoyens défend ambitieusement les projets de bassins d'eau durables et de fourniture démocratique de l'eau de manière intégrée. »

En revanche, le projet de loi du gouvernement « mis au point dans le secret, renforcerait l'autorité de l'exécutif à l'égard du secteur de l'eau et **autoriserait la privatisation des systèmes municipaux**: il favoriserait les mégaprojets hydrauliques consommateurs d'énergie et garantirait la disponibilité de l'eau pour l'industrie minière et la fracturation hydraulique. Le Processus national de consensus pour l'eau, à l'initiative d'un mouvement de citoyens, a réussi à déjouer trois tentatives d'adoption accélérée du projet de loi proposé par le gouvernement, sans le moindre débat. »

Trinidad et Tobago : À partir des données fournies par le syndicat *National Workers Union* (NWU) à un comité nommé par le gouvernement, le journal *The Guardian* indique que « **Le Programme du ministère de la Santé pour les patients externes, qui a coûté plusieurs millions de dollars et dans le cadre duquel les patients des hôpitaux publics sont transférés vers des établissements médicaux privés aux frais des contribuables**, est 'scandaleusement corrompu' et doit être supprimé. » D'après le NWU, « les établissements publics de santé doivent faire office de bureau de centralisation des informations pour conduire les patients vers le système de soins privé, et c'est l'État qui paie – encore un exemple répugnant [de pillage des fonds publics de la part d'individus qui entretiennent des relations avec le monde de la politique.](#) »

États-Unis : La **privatisation de la Veterans Administration**, l'association des anciens combattants, s'est invitée dans la campagne des présidentielles américaines. Donald Trump [est favorable](#) à une privatisation, au moins partielle, de l'association, tandis qu'Hillary Clinton et Bernie Sanders [s'y opposent](#).

États-Unis : Des citoyens militants forment « une grande alliance pour sauver le service postal public. » « **Le service postal américain (USPS) est attaqué par des forces favorables à la privatisation** qui refusent les propositions raisonnables d'investir dans l'élargissement des services de livraison des colis et dans la réintégration des services bancaires qui existent dans de nombreux pays et que la poste américaine a dispensés de 1910 à 1966. » Les opportunités d'emploi proposant des salaires intermédiaires dans les services postaux [revêtent une importance particulière pour les personnes de couleur, notamment la communauté afro-américaine.](#)

États-Unis : Les militants de l'Oregon [remportent une bataille engagée depuis huit ans pour empêcher Nestlé Waters de mettre en bouteille l'eau de Cascade Locks](#), ce qui revient pour certains à « **privatiser une ressource publique pour assurer des bénéfices à une entreprise privée.** » Un référendum sur l'interdiction d'implanter de grandes infrastructures de mise en bouteille dans le comté de Hood River a remporté 68% des voix. « Ce projet est contesté depuis le début, en dépit du soutien considérable que lui accordaient les dirigeants de la ville. La mesure 14-55 a suscité la dernière vague d'indignation à l'issue de plusieurs années de lutte. D'après **Julia DeGraw, membre du Food and Water Watch, un groupe national à la tête de l'opposition à Nestlé dans l'Oregon**, cette victoire « prouve que les électeurs sont intelligents. Quand on leur parle d'un sujet aussi vital que leur eau, qui est indispensable à l'économie agricole juste après l'épisode de sécheresse qu'ils ont connu, ils restent réfractaires à tous les mauvais arguments que peuvent leur communiquer les partisans de la privatisation. »

États-Unis : « **La privatisation de notre eau n'est ni responsable ni juste,** » affirme Meghan Kallman, Coordinatrice d'État pour l'environnement au sein du mouvement des démocrates progressistes de Rhode Island, et membre du conseil du Rhode Island Sierra Club. [Le maire de la ville de Providence envisage de vendre le système d'eau pour faire face aux obligations financières de la municipalité.](#) « L'eau est un bien public et un droit humain qui n'a rien à faire entre les mains des entreprises privées, » dit Kallman. « Il y a six ans, [l'Assemblée générale des Nations Unies déclarait que l'accès à l'eau potable était un droit humain.](#) Étant donné que le changement climatique rend l'accès à l'eau douce de plus en plus difficile, nous devons être particulièrement vigilants à l'égard de l'une de nos plus précieuses ressources. »

États-Unis : Certains membres du conseil municipal d'Austin, Texas, [militent pour la privatisation des services municipaux de collecte des déchets.](#) « Bob Gedert, le Directeur de la valorisation des ressources d'Austin, est très hostile à cette idée et a signalé au conseil qu'il ne voyait pas de 'juste motif' à cette discussion. Il fait remarquer que le service aux consommateurs est l'un des meilleurs du pays, qu'il bénéficie d'une grande diversité et qu'il donne une seconde chance aux employés. Pour toutes ces raisons, entre autres, les comparaisons de tarifs sont absurdes. 'Nous fournissons des services que les autres municipalités ne fournissent pas,' ajoute Gedert. **Nous sommes fiers de nos employés et nos chauffeurs ont un salaire largement supérieur au salaire minimum vital.** »

Europe

Irlande : Le conseiller municipal Gerry Murray [annonce](#) que les conseils municipaux **auront cessé d'exister en 2025 s'ils continuent de privatiser leurs services.** « Nous avons déjà perdu notre service de collecte des déchets, l'eau et les subventions à l'enseignement. Ni nous ne ralentissons pas la cadence, je dirais que d'ici à 2025 le conseil du comté de Mayo suivra le même chemin que les conseils municipaux, c'est-à-dire qu'il adoptera une politique néolibérale. Nous devons

justifier notre existence et si personne ne met un terme à cette situation, nous serons remplacés par des assemblées régionales », conclut Murray.

Norvège : Les syndicats norvégiens, qui négocient actuellement des conventions collectives au plan national, **livrent une bataille fructueuse contre la privatisation des services publics**. « Il est intéressant de constater des [tendances positives en ce qui concerne les politiques de privatisation en Norvège depuis deux ans, en particulier au niveau municipal](#). Lors des élections locales, en septembre dernier, les majorités de centre gauche sont arrivées en tête dans de nombreuses grandes villes, et **certaines de ces nouvelles majorités ont commencé à remunicipaliser des services qui avaient été privatisés ou confiés à des entreprises privées**. C'est notamment le cas de certaines maisons de retraite, des services de nettoyage des bâtiments publics et du recours aux agences de travail temporaire. Une coalition de syndicats et d'autres organisations participant à notre Campagne de défense du système de protection sociale a permis de mettre au point cette politique qui s'inscrit dans une campagne nationale contre les 'profiteurs du système social,' comme nous les appelons. »

Espagne : [La municipalité de Leganés compte privatiser ses services d'entretien](#). Les opposants à ce projet disent qu'il est mené à bien de manière opaque et que le modèle de gestion de la municipalité consiste à **transférer les services publics essentiels au secteur privé**. Les syndicats organisés au sein du Comité unitaire des travailleurs ont demandé le retrait [des spécifications relatives aux services d'entretien, qu'ils considèrent comme la première étape de la privatisation](#). « **Ils franchissent la ligne rouge**, » déclare Donallo Augustine, le porte-parole du Comité.

Espagne : Le Parti populaire accuse le maire socialiste d'Aranjuez [de privatiser la gestion de la base de données du cadastre de la ville](#). **Le maire rejette cette accusation, qui est selon lui « irresponsable**, » et précise que les employés municipaux n'ont jamais fait ce travail.

Espagne : La Fédération des services aux citoyens (FSC CCOO-Cuenca) dénonce l'intention du maire de Carboneras de Guadazaón [de privatiser les services d'aide à domicile](#), qui sont actuellement gérés directement par les autorités locales. Les opposants critiquent le manque de transparence et le fait que les travailleurs concernés n'aient pas été consultés, et qualifient la privatisation de « **processus 'obscur' accompagné d'une campagne de dénigrement des professionnels de ce service public**. »

Espagne : Anton Losada, collaborateur du journal *El Diario*, face à un vieux « cimetière » de pneus en feu, dénonce ce qu'il appelle « [la privatisation de la catastrophe](#) » mise en œuvre par les autorités municipales, c'est-à-dire **la sous-traitance à des entreprises privées des problèmes qu'elles ne veulent pas résoudre elles-mêmes**.

Espagne : La revue *Health Economics Review* a publié une **étude comparative des hôpitaux administrés par le secteur public et par des systèmes de partenariats public-privé (PPP)**. « En résumé, au vu de l'analyse de la performance et de l'efficacité, il apparaît que les PPP obtiennent des résultats satisfaisants, supérieurs à la moyenne des établissements directement gérés par le secteur public, mais ils ne sont pas meilleurs dans tous les cas. Par conséquent, [les résultats ne sont pas suffisamment concluants pour choisir clairement un modèle de gestion plutôt qu'un autre ; dans les deux cas, des points forts et des points faibles ont été recensés](#). »

Ukraine : Le *State Property Fund* (Fonds de la propriété d'État, SPF) prévoit [de finaliser la privatisation de six entreprises régionales de distribution d'électricité \(oblenergo\) d'ici à septembre](#). Selon le Président du SPF, Ihor Bilous, « Avec les oblenergo, tout est très simple. [...] En règle générale, les six oblenergo auront un prix de départ cumulé d'environ 250 millions USD. Naturellement, certains seront plus chers, d'autres moins. Une réforme du secteur de l'énergie qui fixe les tarifs de l'assiette des actifs réglementaires nous aiderait beaucoup [...] à vendre les oblenergo à des prix plus forts. Si la réforme est mise en place d'ici là, le prix sera plus élevé et il y aura davantage de concurrence, » explique-t-il.

Le SPF n'a pas l'intention de vendre les actions de Centrenergo avant 2017. Centrenergo est l'une des principales entreprises ukrainiennes de production d'électricité, avec une participation de l'État de 78,289%. « J'aimerais vraiment vendre, mais nous n'aurons pas le temps cette année. Nous préparons seulement la vente, » indique Bilous, qui estime que Centrenergo est une société ancienne, comme ses actifs, et que sa modernisation nécessitera un considérable investissement.

Royaume-Uni : [Mark Serwotka, le Secrétaire général du Public and Commercial Services Union \(PCS\)](#), le syndicat des fonctionnaires britanniques, fait savoir que **le gouvernement projette de privatiser l'examen du permis de conduire**. Serwotka commente qu'il s'agit d'une « mesure classique d'austérité des conservateurs ; ils suppriment du personnel et après ils se demandent pourquoi il y a des retards. Mais le pire, c'est qu'ensuite ils affirment que la situation s'arrangerait si on faisait appel à une entreprise privée, motivée par le profit. Nous pensons que cela aurait des conséquences désastreuses pour les personnes qui apprennent à conduire et, en définitive, pour la sécurité routière. »

Royaume-Uni : L'organisme *Environmental Services Association* (ESA) **recommande aux autorités locales britanniques d'externaliser les services de collecte des déchets** dans [un rapport de 26 pages luxueusement présenté](#). Ce rapport fait suite à une « [Conférence sur la remunicipalisation](#) » en janvier. Toutefois, Susanne Halmer et Barbara Hauenschild font remarquer dans [leur étude approfondie sur la remunicipalisation, notamment en ce qui concerne les services de collecte des déchets](#), qu'en matière de privatisation, « toute l'Europe connaît actuellement un changement d'orientation. Le mécontentement des citoyens de tous les pays européens à l'égard des prestataires privés a considérablement augmenté. De plus en plus souvent, le secteur public reprend en charge les prestations qui ont été privatisées au fil du temps. La remunicipalisation intervient toujours après la déception occasionnée par la privatisation et la libéralisation de ces services. »

Royaume-Uni : Les syndicats *Communication Workers Union* (CWU) et *Unite* déclarent que les services postaux britanniques « [sont au bord de la ruine](#) » après l'annonce d'une suppression supplémentaire de 600 emplois. Pour Dave Ward, le Secrétaire général du CWU, « **la poste a été séparée du Royal Mail en 2012 pour préparer la privatisation mais nous attendons toujours un plan pour assurer son avenir.** »

Royaume-Uni : Le risque de **privatisation du service de santé, le National Health Service, dans le cadre de la proposition du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)** continue de susciter la controverse. [Downing Street tient à rappeler que « le NHS est déjà protégé vis-à-vis du TTIP, actuellement en cours de négociation entre Bruxelles et les États-Unis.](#) [Mais] des critiques ont précédemment rappelé que le NHS pourrait être ouvert à la privatisation aux termes de l'accord. » Cependant, un député conservateur partisan du Brexit [a déclaré](#) qu'avec le TTIP « les entreprises étrangères pourraient mettre le gouvernement britannique et le NHS en difficulté au niveau juridique si nous refusons de soumettre certains de nos services publics, dont le NHS, à la privatisation. »

[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.